



HAL
open science

Guerre de mots et d'image: propagande, communication et rumeurs lors des évacuations de la région frontalière (1939-1940)

Maude Williams

► To cite this version:

Maude Williams. Guerre de mots et d'image: propagande, communication et rumeurs lors des évacuations de la région frontalière (1939-1940). PUPS. Olivier Forcade, Johannes Großmann, Fabian Lemmes, Mathieu Dubois (ed), Exils intérieurs. Les évacuations à la frontière franco-allemande (1939-1940), 2017. hal-01740487

HAL Id: hal-01740487

<https://hal.science/hal-01740487>

Submitted on 22 Mar 2018

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Guerre de mots et d'images : Propagande, communication et rumeurs lors des évacuations de la région frontalière (1939/40)

Maude Williams

(Université Paris-Sorbonne/Eberhard Karls Universität Tübingen)

Avec la déclaration de guerre et, à fortiori, lors des évacuations, les mécanismes de communication se modifient non seulement entre l'État et sa population mais également entre les individus eux-mêmes. Le gouvernement d'Édouard Daladier, qui avait en amont de la déclaration de guerre institué un Commissariat Général à l'information (CGI), dirigé par Jean Giraudoux¹, désire renforcer à partir de septembre 1939 son contrôle sur les médias. En Allemagne, le ministère de Joseph Goebbels poursuit sa lutte interne pour l'opinion et tente de garder la mainmise à la fois sur la presse, la radio et les actualités cinématographiques². De leur côté, les évacués sont transportés d'un bout à l'autre du pays, perdant leurs repères et leurs sources d'informations habituelles, comme leurs journaux régionaux mais également leurs stations radiophoniques. Pour pallier ce déracinement, des flux d'informations officieux se développent, telles les rumeurs, qui affectent profondément le moral des évacués.

Ainsi, les évacuations de la région frontalière franco-allemande jouent un rôle, sinon important, du moins révélateur des politiques de propagande des deux États. Leur analyse à travers le prisme de la communication permet avant tout d'identifier les flux d'informations présents dans les deux sociétés en guerre, un objet d'étude encore trop délaissé de la recherche historique³. L'analyse de ces flux d'informations n'est pas un but en soi, mais permet d'aller plus loin et de retracer, non pas une histoire unilatérale de la communication dans les sociétés en guerre, mais bien de démontrer qu'il s'agit d'une communication interactive entre l'État et la population, dans laquelle doivent fusionner les perspectives ascendantes et descendantes.

¹ Jean Giraudoux est nommé le 31 juillet 1939 « Commissaire général à l'information ». Il le restera jusqu'en mars 1940, avant d'être remplacé par Ludovic-Olivier Frossard. Pour une étude approfondie du Commissariat Général à l'Information, voir: Philippe Amaury, *Les Deux premières expériences d'un Ministère de l'information en France*, Paris, Librairie générale de droit et de jurisprudence, 1969 ; Didier Georgakakis, *La République contre la propagande. Aux origines perdues de la communication d'État en France, 1917-1940*, Paris, Economica, 2004.

² Pour une analyse détaillée du Ministère à la Propagande, voir: Aristotle A. Kallis, *Nazi Propaganda and the Second World War*, Londres, Palgrave Macmillan, 2006.

³ L'étude des flux d'informations se limite généralement en France et en Allemagne à l'étude de la propagande et se consacre à un média particulier comme par exemple la presse, le cinéma ou plus rarement la radiodiffusion. La communication à l'échelle locale n'a été étudiée que très récemment pour la Première Guerre mondiale par Pierre Purseigle (Pierre Purseigle : *Mobilisation, sacrifice et citoyenneté. Angleterre-France 1900-1918*, Paris, Les Belles Lettres, 2013) et fait encore défaut pour la Seconde Guerre mondiale. Les rumeurs pendant la Seconde Guerre mondiale n'ont pas encore trouvé en France leur historien. En Allemagne seule deux études se sont penchées sur le sujet : Christoph H. Roland, *Das Gerücht im Dritten Reich zwischen 1939 und 1945 : soziologisch-linguistische Betrachtungen zur Kommunikationsform des Gerüchtes*, Tübingen, UI Medienverlag, 2001 et Horst Schuh : *Das Gerücht. Psychologie des Gerüchtes im Kriege*, Munich, Bernard U. Graefe Verlag, 1985.

Pour cela, plusieurs échelles doivent être prises en considération : la communication au niveau national et international constitue la première de celle-ci. Elle permet d'identifier les rapports de force entre États et médias nationaux, tout en révélant les interactions présentes entre les États eux-mêmes. À l'échelle locale il devient possible d'étudier les marges de manœuvre, à la fois des journaux régionaux, mais aussi des acteurs intermédiaires de l'État quant au soutien moral de la population évacuée. Enfin, l'analyse de la communication dans l'espace communautaire et individuel rend compte des flux d'informations officieux, notamment des rumeurs, qui se diffusent et influencent de manière négative les évacués.

LA COMMUNICATION NATIONALE ET INTERNATIONALE

Mobilisation de la nation française à travers les évacuations

Dans les médias nationaux français les évacuations servent en premier lieu à mobiliser la population française pour la guerre et affirmer l'union et la solidarité nationale. Exception faite des premières semaines de guerre, pendant lesquelles pour des raisons militaires, les lieux exacts d'accueil et de départ des évacués devaient être censurés, les évacuations ne font pas l'objet de directives de censure⁴. Cependant, le Commissariat général à l'information tente d'influencer par deux moyens le traitement médiatique de l'évacuation : à travers des discours radiodiffusés de Jean Giraudoux⁵ et par le biais de directives hebdomadaires destinées à la presse nationale et régionale. Néanmoins le rôle de ces bulletins est minime car leur prise en compte n'est pas obligatoire et ils apparaissent souvent après que les nouvelles aient été diffusées. Le premier bulletin traitant de l'évacuation n'est par exemple transmis que deux mois après les événements, le 18 novembre 1939⁶.

Bien que l'influence de l'État sur la presse nationale française soit restreinte, les journalistes n'utilisent pas cette marge de manœuvre et réitèrent les réflexes de 1914 en se conformant au « mensonge patriotique »⁷. En effet, les critiques de gestion de l'évacuation sont quasi inexistantes⁸ et la représentation de l'intégration des Alsaciens-Lorrains dans le Sud-Ouest est clairement tournée dans le sens de l'union nationale. C'est le cas dans cet extrait d'un article du journal *Le Temps* publié avant même la première notice du CGI concernant les évacuations :

L'exode de populations entières est douloureux. [...] Mais de cette souffrance – comme de toutes les souffrances – un bien peut être tiré. Nos compatriotes alsaciens

⁴ L'interdiction fut levée le 18 septembre 1939. Archives nationales Paris, F 41 / 976, note n° 179 de la censure, 18.09.1939.

⁵ Message radiodiffusé « Sur le dialecte alsacien » du 11.11.1939, dans: Jean Giraudoux, *Messages du continental : allocutions radiodiffusées du commissaire général à l'Information (1939-1940)*, Paris, Grasset, 1987, p. 81–84.

⁶ AD Creuse, 62W1, Bulletin hebdomadaire d'information, Nr. 5, 18.11.1939.

⁷ François Cochet, *La Grande Guerre: Fin d'un monde, début d'un siècle*, Paris, Perrin, 2014, p. 110.

⁸ Le seul journal national à se faire censurer sur le sujet des évacuations est *Le Populaire* en 1939 (*Le Populaire*, « Marcel-Edmond Naegelen, “maire” de Strasbourg en Périgord », 9.11.1939). Il est également le seul à se montrer critique vis-à-vis de la politique de l'État quant aux évacués, notamment concernant les questions religieuses.

et lorrains auront appris du moins à connaître davantage et plus sérieusement leur grande patrie. Ils en auront senti l'unité, ils en auront goûté l'esprit fraternel. [...] Les populations du Sud-Ouest et du Centre bénéficieront des fortes qualités alsaciennes dont ils auront eu l'exemple sous les yeux. Ainsi une fusion plus profonde de tous les éléments français aura été accomplie, malgré la peine et malgré la douleur⁹.

L'extrait ci-dessus reflète le ton général des articles publiés à cette époque au sujet des évacuations. Celles-ci sont vues comme un symbole d'union nationale et servent à rapprocher les différentes parties d'une France qui selon Jean Giraudoux, « n'est pas "une" dans sa terre et dans sa race », mais « faite de minorités »¹⁰. L'évacuation de la population frontalière constitue ainsi jusqu'en juin 1940 un sujet de mobilisation de la nation française pour la guerre.

Cette situation évolue suite à la signature de l'armistice le 22 juin 1940. La presse nationale française est divisée en deux : Au dessus de la ligne de démarcation les journaux revenus à Paris tels *Le Matin* ainsi que la nouvelle édition allemande de *Paris-Soir* sont publiés et diffusés durant l'été 1940 dans toute la zone occupée. Dans la zone libre se trouvent les journaux dont les rédactions ont quitté Paris pour se rendre par exemple à Clermont-Ferrand ou Lyon¹¹ et sont sous le contrôle du ministre de l'Information du régime de Vichy, Pierre Laval, et du secrétaire d'État à l'Information et à la Propagande, Paul Marion.

Dans les deux presses, les retours des réfugiés sont évoqués sans distinction entre les évacués alsaciens et lorrains de septembre 1939 et les réfugiés de l'exode de 1940. De plus, le statut de l'Alsace-Lorraine est tu dans les deux presses (**fig. 1**), si bien qu'une zone de flou règne sur le statut des zones évacuées de la frontière franco-allemande.

⁹ *Le Temps*, « Adaptation », 20.10.1939.

¹⁰ Message radiodiffusé du 11.11.1939, dans : Jean Giraudoux, *Messages du continental*, op. cit., p. 110.

¹¹ *L'Illustration* est édité à Clermont-Ferrand, *Le Temps* se replie tout d'abord à Angers, Bordeaux, puis Clermont-Ferrand et enfin Lyon. Claude Bellanger, *Histoire générale de la presse française*, Paris, PUF, 1972, t. III : *De 1871 à 1940*, p. 622.

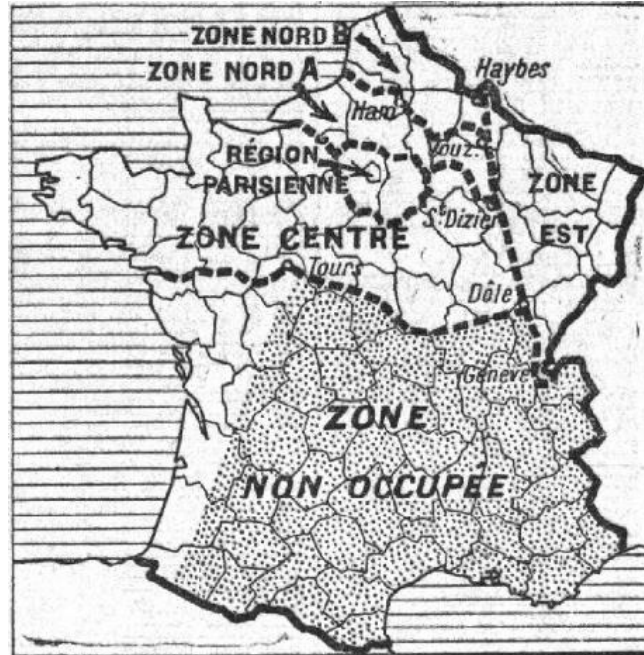


Figure 1 : Carte de la France publiée dans la presse française après la signature de l'armistice¹²

Le traitement des retours dans les médias est cependant différent d'une zone à l'autre. Dans les actualités cinématographiques allemandes diffusées dans les villes occupées et dans la presse sous l'influence de l'occupant, les soldats de la Wehrmacht font figure de personnes bienveillantes qui aident au bon déroulement du retour des évacués dans leurs régions d'origine¹³. Dans la presse de Vichy, l'État Français est représenté comme étant « le seul [...] en mesure d'assurer sous sa responsabilité le rapatriement des évacués »¹⁴.

En Allemagne : Après le silence, l'instrumentalisation

Dans la propagande nationale allemande, c'est-à-dire dans les *Reichszeitungen*¹⁵, il est interdit d'évoquer les évacuations de la région frontalière au nom du secret militaire¹⁶, mais aussi et surtout par conviction idéologique. En effet, un retrait de la population frontalière signifierait la peur d'une offensive ennemie alors que les nationaux-socialistes vantent la force de leur armée et l'esprit de résignation et de

¹² *Le Petit Parisien*, « La France occupée comporte cinq zones », 29.7.1940.

¹³ Comme exemple pour cette propagande on peut citer *Le Petit Parisien*, « À travers la France occupée. La région de l'Est », 9.8.1940, et *Le Matin*, « Comment l'armée allemande a nourri, logé et soigné des réfugiés », 4.9.1940 ; ainsi que la *Deutsche Wochenschau* Nr. 514, de la semaine du 10.7.1940. [7:43-9:00 min.]

¹⁴ *Le Petit Parisien*, « Les Réfugiés et le retour. L'État seul est en mesure d'assurer sous sa responsabilité le rapatriement des évacués », 20.7.1940.

¹⁵ Les « journaux de l'empire » sont des journaux pouvant être diffusés dans toute l'Allemagne et également au front et ayant eu pour cela l'autorisation du Ministère à la Propagande de Goebbels et de l'armée. Manfred Pohl, *M. DuMont Schauberg: Der Kampf um die Unabhängigkeit des Zeitungsverlags unter der NS-Diktatur*, Frankfurt a. M., Campus Verlag, 2009, p. 306-310.

¹⁶ Bundesarchiv Berlin-Lichterfelde (désormais BArch), R 55/20937, Reichsministerium für Volksaufklärung und Propaganda, Rundschreiben, Streng vertraulich, Betr.: Zensur, 26.8.1939.

sacrifice au sein de leur population¹⁷. Cette interdiction est valable pour la période de septembre 1939 à juin 1940, pendant laquelle seul sept articles sont publiés sur les évacués qui concernent uniquement des avis administratifs¹⁸.

Le silence des médias allemands prend partiellement fin avec un appel d'Adolf Hitler qui annonce aux évacués leur prochain retour¹⁹. Cet appel ne mentionne pas les aspects négatifs de l'évacuation, mais introduit une forte campagne médiatique autour des retours des évacués. Ce sujet est utilisé pour glorifier la victoire allemande sur la France. Dans l'actualité cinématographique allemande du 22 juillet 1940 il est fait l'éloge de la Wehrmacht et d'Adolf Hitler qui a « su protéger la région frontalière de l'ennemi et grâce à qui les évacués peuvent rentrer dans leurs maisons²⁰ ».

Si les médias allemands taisent leurs propres évacuations jusqu'à leur retour, ils sont plutôt loquaces quant à la misère des évacués français. Ainsi, en novembre 1939 on peut lire dans un journal allemand :

Parmi les nombreux problèmes non résolus en France la question des réfugiés alsaciens et lorrains prend le premier rang dans l'ordre d'urgence. En effet, la manière dont ont été traité ces plus de cents milliers de personnes est un scandale inqualifiable²¹.

Contrairement à la presse française qui ne rapporte pratiquement aucune information sur les évacuations allemandes, les *Reichszeitungen* n'hésitent pas à évoquer les évacuations françaises. Cette campagne est stoppée en mars 1940 par une directive de Joseph Goebbels qui juge ces articles néfastes au maintien du moral des évacués allemands²². Cette interdiction montre bien qu'il existe dans le domaine de la propagande une forte interaction entre les pays belligérants, même si celle-ci peut être plus ou moins directe.

Au-delà des frontières : les évacuations comme argument de propagande contre l'ennemi

Lors des évacuations, la guerre de propagande entre la France et l'Allemagne est à son comble. La « drôle de guerre » est en effet une période de très forte confrontation des propagandes étatiques française et allemande qui s'adressent chacune à la population de l'ennemi, par le biais notamment de tracts et d'émissions radiodiffusées. Chacun des deux pays rivalise d'imagination et d'ingéniosité afin de toucher au plus près la population et l'armée ennemie et ainsi affaiblir son moral et sa combativité. Dans ce contexte, les évacuations, bien que de manière très limitée, vont trouver un écho dans les campagnes de propagande contre l'ennemi.

Si aucun tract ne mentionne les évacuations ni en France ni en Allemagne, la radiodiffusion les évoque quelques fois aussi bien dans les émissions radiophoniques

¹⁷ Jutta Sywottek, *Mobilmachung für den totalen Krieg. Die propagandistische Vorbereitung der deutschen Bevölkerung auf den Zweiten Weltkrieg*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1976.

¹⁸ *Kölnische Zeitung*, « Arbeitsverhältnisse in geräumten Gebieten », 14.12.1939 ; *Frankfurter Zeitung*, « Die Mietzahlung in freigemachten Gebieten », 23.11.1939.

¹⁹ *Berliner Börsen Zeitung*, « Stunde der Heimkehr », 25.6.1940.

²⁰ Bundesarchiv/Filmarchiv, Die deutsche Wochenschau, Nr. 516, 22.7.1940.

²¹ *Berliner Börsen Zeitung*, « Eine Stunde Räumungsfrist. Die Leiden der Elsässer und Lothringer », 7.11.1939.

²² BArch, R 55/33842, Seite 2 zur V.I. Nr. 22/40 vom 12.3.1940.

françaises en langue allemande²³ que dans les émissions allemandes en langue française. Ces textes radiodiffusés prennent appui sur l'exemple des évacuations afin de créer des discordes entre la population et son gouvernement, s'ancrant ainsi dans le cadre plus grand de la guerre des ondes entre les deux pays²⁴. C'est le cas par exemple dans une émission de *Radio-Humanité*, une radio allemande se faisant passer pour une radio clandestine communiste française :

Voilà ce que la guerre du capitalisme apporte au Alsaciens et Lorrains : La honte, la misère, l'aumône ! Il n'y a rarement eu de gouvernement capitaliste en France qui ait fait une politique aussi antinationale que celui de Daladier-laguerre. Tout bon patriote ne peut être aujourd'hui que révolutionnaire. [...] Abatte la ploutocratie et Daladier, lutter pour la cessation des hostilités, c'est sauver le sang français, c'est mettre un terme à la souffrance de plus d'un million d'évacués [...]. Vive la révolution libératrice²⁵ !

Les évacuations sont utilisées ici pour réveiller les sentiments pacifistes des Français et mener à une révolte contre le gouvernement Daladier. Les mêmes méthodes sont à constater du côté de la radio française qui utilise les difficiles relations entre le gouvernement et l'église catholique afin d'attiser les tensions entre la population très croyante évacuée et les autorités païennes national-socialistes²⁶.

Après l'armistice de juin 1940, le sujet des évacuations est fortement repris dans la presse alsacienne et mosellane, alors sous autorité allemande, à la suite de l'annexion de fait de l'Alsace-Lorraine²⁷. Les journaux régionaux et les affiches de propagande instrumentalisent alors les évacuations comme symbole de l'exploitation des Alsaciens et Lorrains par la France (**fig. 2**) afin de servir leur campagne anti-française.

²³ Bundesarchiv-Militärarchiv Freiburg i.Br. (désormais BA/MA), RW 4/241, Lagebericht des Rundfunks, 21.10.1939.

²⁴ Maude Fagot, « La guerre des ondes entre la France et l'Allemagne pendant la “drôle de guerre” », *Revue Historique*, n° 671, 2014/3, p. 630–654.

²⁵ Politisches Archiv des Auswärtigen Amtes, Berlin (désormais PAAA), R 67/492, Radio Humanité, Sendung vom 4.3.1940.

²⁶ BA/MA, RW 4/241, Lagebericht des Rundfunks, 21.10.1939.

²⁷ Jean-Paul Grasser, *Une Histoire de l'Alsace*, Paris, Éditions Jean-Paul Gisserot, 1998, p. 101.

Maude Williams, Guerre de mots et d'images : Propagande, communication et rumeurs lors des évacuations de la région frontalière (1939/40)



Figure 2 : Propagande anti-française en Alsace par le biais d'affiches²⁸.

Conjointement à cette propagande anti-française, l'évacuation sert aussi de faire-valoir aux Allemands qui tentent de convaincre les évacués de leur dévouement. Pour cela ils exercent alors une « propagande par l'action » (*Propaganda der Tat*) qui se manifeste sous la forme de distributions de soupe par la *Nationalsozialistische Volkswohlfahrt* (NSV), fortement relayée dans les journaux régionaux (fig. 3).



Figure 3: Photographie illustrant l'aide de la NSV aux évacués de Strasbourg²⁹.

Les évacuations de septembre 1939 sont ainsi intégrées dans la campagne de germanisation qui est orchestrée par les autorités allemandes en Alsace-Lorraine annexée³⁰.

²⁸ *Straßburger Neueste Nachrichten*, « Das Elsass klagt an ! », 29.7.1940.

²⁹ *Straßburger Neueste Nachrichten*, « Küchenbatterie der NSV. in Bereitschaft », 10.8.1940.

COMMUNICATION REGIONALE : MARGE DE MANŒUVRE ET MOBILISATION

Autour du « mensonge patriotique » français

La propagande étatique au niveau national n'est pas la seule à jouer un rôle dans la communication autour des évacuations. En effet, à l'échelle régionale, dans les régions d'accueil plus particulièrement, les informations sur les évacuations font partie intégrante des nouvelles qui préoccupent la population. En France, la presse régionale des régions d'accueil thématise fortement l'évacuation. Dans ces départements, les journaux, en plus d'être soumis à la censure, reçoivent des notes et conseils des Centres départementaux à l'information (CDI) qui constituent les représentants du CGI à l'échelle départementale³¹. Leurs objectifs sont doubles : d'une part observer le moral de la population dans le département et d'autre part transmettre des notes aux journaux afin d'influencer leurs articles. Dans les départements touchés par l'évacuation, les directeurs des CDI font le constat de certaines difficultés :

Les réfugiés de la Moselle évacués dans le département de la Vienne se montrent souvent exigeants pour leurs installations, de sorte que la bonne entente avec les habitants commence à en souffrir. [...] En outre, presque tous ces réfugiés ne cherchent pas et ne tiennent pas à travailler, préférant subvenir à leur besoin d'existence au moyen seulement des allocations qui leur sont versées³².

De ce rapport qui est transmis au CGI, il est intéressant de constater qu'il en ressort la note suivante pour les journaux de la Vienne :

La population, sensible au triste sort de ces malheureux, sut leur réserver un accueil fraternel. [...] Les réfugiés mosellans sont en général animés d'un louable esprit de résignation et tâchent de se rendre utiles. [...] En maints endroits, les réfugiés mosellans se sont mis courageusement à la tâche et accordent déjà un concours précieux aux agriculteurs qui les ont accueillis³³.

Cette distorsion de la réalité à travers les notes du CDI de la Vienne montre la forte marge de manœuvre dont ces instances disposent pour influencer les journaux régionaux. Ceux-ci conservent toutefois le même esprit d'union nationale que les autorités gouvernementales et se rallient au « mensonge patriotique » évoqué plus haut.

La réaction des journalistes n'est pas moins consensuelle. Ils publient en effet, avant que les notes des CDI n'aient été données, des articles aux accents patriotiques et mobilisateurs qui s'intègrent dans la volonté de l'État et la suivent parfaitement³⁴. Parallèlement aux appels à la solidarité nationale et à la bonne entente entre les deux

³⁰ Lothar Kettenacker, *Nationalsozialistische Volkstumspolitik im Elsass*, Stuttgart, Deutsche Verlags-Anstalt, 1973.

³¹ Didier Georgakakis, *La République contre la propagande*, op. cit., p. 227–246.

³² Archives départementales de la Vienne (désormais AD Vienne), 101 W 6, Centre Départemental d'Information au Commissariat Général à l'Information, « Compte Rendu », 12.10.1939.

³³ AD Vienne, 101 W 6, Centre Départemental d'Information, « Notes aux journaux », 16.10.1939.

³⁴ Les journaux régionaux commencent à mentionner les évacuations des Alsaciens-Lorrains vers la mi-septembre 1939, lorsque ceux-ci arrivent dans les régions d'accueil du Sud-Ouest.

populations³⁵, les journaux régionaux dissimulent toute trace de conflit entre populations autochtone et évacuée³⁶. Ils ne critiquent l'action du gouvernement qu'en de très rares occasions invoquant, pour relativiser la situation, les conditions extraordinaires de cette évacuation³⁷. La majorité des articles mettent l'accent sur le dévouement des autorités locales pour la cause des évacués³⁸.

Les « Reichspropagandaämter » et la presse régionale

En Allemagne, la presse régionale se trouvait aux mains des « Reichspropagandaämter », qui étaient les filiales régionales du ministère de Goebbels. Ils étaient étroitement liés aux ordres du ministère qui envoyait ses directives, non pas une fois par semaine comme en France, mais tous les jours. Le contrôle est d'autant plus strict qu'à la différence de la France, les journaux régionaux sont entre les mains du parti national-socialiste³⁹. Cette mainmise sur la presse se reflète dans les journaux allemands des zones d'accueil. Pour eux, le silence semble avoir été de règle jusqu'en juin 1940 lors de l'appel du Führer aux évacués. Comme raison de ce silence, les articles invoquent des questions de stratégie militaire et présentent les évacués comme les premières victimes de la guerre :

La manière et l'ampleur de l'évacuation près du Westwall est longtemps restée secrète pour nos compatriotes. Là aussi la règle de guerre était valable : moins on en parle, mieux c'est. L'ennemi n'avait pas besoin de savoir quelle région nous avions évacuée et ce que nous considérons comme en danger. Pour les personnes concernées cette ignorance était difficile. Dans l'empire on considérait ici et là ces mouvements comme une fuite volontaire, ce qui en fait était un retrait forcé⁴⁰.

Ce début d'article de la *Braunschweiger Zeitung* copie mot pour mot un article publié un jour plus tôt dans la *National-Zeitung*, laissant penser que les deux journaux respectent la même directive du ministère de la propagande introduisant la thématique du retour des évacués dans les médias. De plus, tout comme dans les journaux nationaux, l'éloge d'Adolf Hitler, du Parti national-socialiste et des soldats de la Wehrmacht est extrêmement présent dans le traitement des évacuations. Le retour dans les zones évacuées enclenche également un discours élogieux sur les Sarrois et Palatins qui ont « fait ce grand sacrifice que la patrie attendait d'eux »,⁴¹ mais aussi d'une mise en avant de la « camaraderie »⁴², voire de « l'amitié »⁴³ qui seraient nées de la cohabitation des évacués avec leurs hôtes.

³⁵ *Le Courrier du Centre*, « Entre Alsaciens, Limousins ou Périgourdiens, une amicale compréhension doit s'instituer », 2.11.1939.

³⁶ *La Charente*, « Les réfugiés alsaciens hôtes des autres provinces », 17.9.1939.

³⁷ *La dépêche vendéenne*, « Les réfugiés », 5.11.1939.

³⁸ *La Semaine*, « L'excellente organisation du centre d'accueil poitevin des réfugiés mosellans », 17.9.1939.

³⁹ BArch, R/ 55/ 3840, Anweisung vom 4.9.1939, Seite 2 zur V.I. Nr. 199/39 vom 4.9.1939. Les seules exceptions sont les journaux du Gau Hessen-Nassau (*Hessische Rundschau*) où la majorité des évacués transite ainsi que dans les Gau concernés par les évacuations, à savoir la Bade (*Der Führer*) et la Sarre-Palatinate (*NSZ-Rheinfront*).

⁴⁰ *Braunschweiger Tageszeitung*, « Gepäcksonderzüge rollen gen Westen. », 18.7.1940.

⁴¹ *Magdeburgische Zeitung*, « Rückgeführte kehren heim », 9.7.1940.

⁴² *Wolfenbütteler Zeitung*, « "Nix wie Heim" ist die Parole », 11.7.1940.

⁴³ *Wolfenbütteler Zeitung*, « Unsere Saargäste nehmen Abschied », 10.7.1940.

Les engagements locaux par l'action

Si une déviation de la ligne directrice de l'État par les acteurs intermédiaires n'est pas identifiable dans les médias régionaux, on peut toutefois parler d'une prise d'initiative qui s'affirme dans les deux pays à travers la gestion des évacués. En France, les évacués sont, dans les premières semaines de l'évacuation, coupés de leurs journaux régionaux. La majorité d'entre eux le restera jusqu'à leur retour. Cependant, à partir de la mi-octobre, les plus grands journaux du Nord-Est viennent s'implanter dans le Sud-Ouest.⁴⁴ Reprenant l'expérience de la Grande Guerre⁴⁵, les autorités locales créent des bulletins bilingues spéciaux pour les évacués⁴⁶. Ceux-ci ont pour but d'informer la population évacuée des nouvelles les concernant et de permettre aux évacués qui se sont perdus de vue de se retrouver. À partir de novembre 1939 s'ajoutent des émissions radiophoniques diffusées en dialecte sur les ondes du Sud-Ouest pour les évacués⁴⁷.

Du côté allemand, une tentative de création d'un lien médiatique entre la *Gau* d'origine et les évacués échoue après un premier envoi de 600 exemplaires du *NSZ-Rheinfront* dans le Gau Bayerische Ostmark⁴⁸. La radiodiffusion n'est pas non plus utilisée par les autorités locales allemandes. Seule une émission destinée aux évacués sarrois semble avoir été diffusée huit fois au maximum durant la période de l'évacuation⁴⁹.

Parallèlement à l'utilisation des médias, des initiatives locales basées sur l'action auprès des évacués voient le jour. En France, les autorités municipales, les associations religieuses fondent dans certaines localités des foyers munis d'une bibliothèque bilingue,⁵⁰ qui constituent des lieux de dialogue, en renforçant en même temps la sociabilité et le moral des évacués. En Allemagne, la distribution de livres est un moyen de soutenir le moral des évacués mais aucun foyer ne voit le jour⁵¹. Pour Noël 1939, les régions d'accueil françaises organisent des fêtes pour les évacués qui prennent une dimension médiatique et patriotique importante⁵². Dans le souci de garder l'évacuation la plus discrète possible, les autorités allemandes privilégient quant à elles, des contacts

⁴⁴ *Les Dernières Nouvelles de Strasbourg* s'implantent le 6 octobre à Bordeaux tout comme *L'Est Républicain/Metzer Freie Zeitung* qui arrive le 12 octobre 1939. F.-Yves Moigne, « La presse mosellane de l'exil 1939-1945 », *Les Cahiers Lorrains*, n°4, 1983, p. 90-92.

⁴⁵ Philippe Nivet, *Les réfugiés français de la Grande guerre, 1914-1920: les « Boches du Nord »*, Paris, Economica, 2004, p. 156-159.

⁴⁶ 13 journaux et bulletins créés pour les évacués ont pu être référencés. Entre autres : *De l'Est à l'Ouest et Strasbourg en Périgord*.

⁴⁷ Archives départementales du Bas-Rhin (désormais AD Bas-Rhin), 98 AL 833, Présidence du Conseil, Administration de la Radiodiffusion nationale, à Monsieur le directeur Général des Affaires d'Alsace et de Lorraine, 11.11.1939.

⁴⁸ Landesarchiv Speyer, T 65, Z 3422, Reichspropagandaamt Saarpfalz, Kostenlose Zeitungslieferung an Rückwanderer, An die Kreisleitung der NSDAP Landau, Landau, 7.10.1939. Il ne s'agit pas d'une édition exceptionnelle pour les évacués mais du journal standard, *NSZ-Rheinfront*.

⁴⁹ Projet EDEFFA, Interview de Ferdinand M. par Eva Kübler le 15.1.2015.

⁵⁰ « Foyer du pèlerin alsacien à Lourdes », Archives de l'évêché de Strasbourg, Évacuations, Lettre du chanoine Robert Eber, directeur de l'office catholique des évacués section du Haut-Rhin, 8.3.1940.

⁵¹ BArch, R 2/1125, Reichsminister des Innern an Herrn Reichsminister der Finanzen, Betrifft : Betreuung der Rückgeführte durch das Buch, 22.02.1940.

⁵² *La Petite Gironde*, « La fête de l'arbre de Noël des enfants d'Alsace et de Lorraine », 3.1.1940 ; Archives Pathé-Gaumont, 3951 GJ - 00008, Pathé-Journal, 21.12.1939.

directs avec les évacués en envoyant une lettre de vœux ainsi que la somme de 10 Reichsmark⁵³.

Que ce soit en France ou en Allemagne, les acteurs étatiques locaux se font le relais de l'État et prennent des initiatives afin de soutenir et d'encadrer la population évacuée. En France, les initiatives locales, soutenues par l'État, sont le fruit d'une expérience issue de la Première Guerre mondiale. En Allemagne, le Parti et l'administration locale se trouvent confrontés à un impératif de discrétion qui empêche l'utilisation de vecteurs médiatiques pour le soutien des évacués et réduisent ce soutien à des actions privées et personnalisées.

COMMUNICATION COMMUNAUTAIRE

Naissance et diffusion des rumeurs sur les pillages de la zone évacuée

À cette communication officielle s'ajoute la circulation d'informations officieuses par le biais des rumeurs. Aussi bien dans les communautés des évacués français qu'allemands, les rumeurs de pillages sont de loin les plus répandues. En France, les rumeurs de pillage des maisons évacuées naissent au front. Les soldats alsaciens et lorrains sur la ligne Maginot disposent de courtes permissions qui leur permettent de se rendre dans leur maison. En faisant ce voyage ils constatent dans certains cas que leur maison, ou celle de leurs amis, ont été pillées. Ils en font alors le récit autour d'eux, puis dans leurs lettres à leur famille⁵⁴. Dans le Sud-Ouest de la France leur contenu est divulgué très rapidement au sein de la communauté des évacués. En Allemagne cette situation n'a pas pu être constatée. La raison est à chercher du côté des emplacements des soldats sarrois, palatins et badois qui se trouvent sur le front polonais.

Le second vecteur de cette information, cette fois commun aux deux pays, est le bref retour des évacués dans leur maison pour y aller chercher des vêtements pour l'hiver. Ils font alors eux-mêmes le constat des pillages :

Lorsque nous aperçurent notre maison notre cœur s'arrêta en cet instant presque de battre [...] En me lamentant j'entrai dans la maison. Les portes étaient dégonnées, toutes les chambres étaient en grand désordre, ainsi que le grenier et la cave⁵⁵.

Une fois rentrés dans leurs régions d'accueil, les évacués français et allemands colportent ces informations qui se répandent de manière rapide entre les évacués. Les canaux de diffusions sont divers : lettres, conversations dans les cafés, les restaurants⁵⁶ et à la fin des offices religieux⁵⁷.

⁵³ Landesarchiv Saarbrücken, N8 Andreas, Kriegswiehnacht 1939.

⁵⁴ Service Historique de la Défense, 27 N 69, « Contrôle postal, Note pour le Commandement, 13°XD.I, VIII. Armée », 9.11.1939.

⁵⁵ Maria Groh, « Der Herrgott war noch unser einziger Trost. Aus dem Tagebuch von Maria Groh », dans : Ommersheimer Dorfchronik (dir.), *Zeitzeugen Zweiter Weltkrieg*, Ommersheim, Mandelbachtal, 2009, t. II, p. 88.

⁵⁶ Dans le Sud-Ouest de la France de nombreux cafés, restaurants et même des brasseries alsaciennes voient le jour. Ces lieux constituent alors un endroit privilégié de rassemblement pour la population évacuée. *L'Avenir de la Vienne*, « L'ouverture d'une brasserie lorraine à Poitiers », 19.11.1939.

⁵⁷ Alban Wack, *Meine Erlebnisse im Zweiten Weltkrieg und in der Nachkriegszeit in Gersheim*, Gersheim, Selbstverlag, 1999, p. 5.

Réactions des évacués face aux rumeurs de pillage

Lorsque ces informations parviennent aux évacués elles déclenchent chez eux des réactions diverses qui s'expriment à travers des journaux intimes, des lettres mais aussi des poèmes. En France, les évacués sont très tristes et révoltés par ces nouvelles. Certains vont se plaindre aux autorités et demandent dans leurs lettres des dédommagements tantôt de manière véhémement, tantôt en prenant le destinataire par les sentiments⁵⁸. Ces informations causent avant tout une insatisfaction profonde qui vient parfois renforcer, chez certains évacués alsaciens autonomistes, un sentiment anti-français qui inquiète les autorités⁵⁹.

En Allemagne, les plaintes des évacués concernant les pillages semblent être restées personnelles. Bien qu'aucun document ne prouve une quelconque démarche vers les autorités gouvernementales, les traces de mécontentement et de tristesse sont toutefois nombreuses dans les journaux intimes et les lettres des évacués:

Motsch me disait, quand j'étais chez lui une fois à Kupferberg, qu'ils y [dans leur maison de la zone évacuée] étaient allés. Tout aurait déjà été en fouillis, les tiroirs et il manquait tellement de choses que j'avais achetées à ma fille à Sarrebruck pour son mariage, et pour lesquels j'avais dû travailler tellement durement. C'est cela que l'on appelle communauté du peuple [« *Volksgemeinschaft* »]⁶⁰.

Comme dans cet extrait de lettre, on constate également une remise en cause de la propagande étatique, notamment de la *Volksgemeinschaft*, dont le mythe vient se briser au contact de la vie réelle⁶¹.

Ainsi les évacués disposent aussi bien en France qu'en Allemagne des mêmes informations, bien qu'ils les reçoivent par des canaux différents. Aussi, si les évacués français et allemands réagissent de manière similaire dans leurs cercles privés, leurs réactions sont différentes en public. Tandis que les évacués français n'hésitent pas à faire des réclamations au gouvernement, les évacués allemands quant à eux ne s'adressent pas ou peu aux autorités concernées. La nature répressive du régime national-socialiste, ainsi que la propagande de l'État exacerbant l'idée de sacrifice pour la nation en temps de guerre, peuvent avoir été des facteurs clés de cette différence.

CONCLUSION

La comparaison des flux d'informations autour des évacuations de la région franco-allemande en 1939 tend à conforter les différences en matière de communication politique entre la France et l'Allemagne, entre un pays démocratique d'un côté et un

⁵⁸ AD Bas-Rhin, 98 AL 283, « Lettre d'une évacuée du Bas-Rhin en Haute-Vienne, à Monsieur Chautemps », 18.11.1939.

⁵⁹ Ibid., « Le Commissaire spécial à Monsieur le Commandant du B.C.R. Etat Major, 2^o Bureau, Au sujet d'une lettre écrite par une dame M., née F. M. L., réfugiée à Vaux-en-Couhé », 19.12.1939.

⁶⁰ Projet EDEFFA, Lettre de Peter L., Mühlheim-Heicksen, novembre 1939 (transmise par la famille).

⁶¹ De nombreuses études ont montré la rude confrontation de l'« *imagined community* » que représente la « *Volksgemeinschaft* » et la réalité vécue par la population allemande : Dietmar von Reeken, Malte Thießen (dir.), « *Volksgemeinschaft als soziale Praxis : Neue Forschungen zur NS-Gesellschaft vor Ort*, Paderborn, Ferdinand Schöningh Verlag, 2013.

régime dictatorial de l'autre. Cependant elle permet aussi de révéler des mécanismes communs de communication au niveau local et individuel.

En 1939, la mainmise du ministère de la propagande de Joseph Goebbels est assez solide pour dissimuler dans sa presse le déplacement de centaines de milliers de personnes à l'intérieur du pays. Du côté français, le réflexe du « mensonge patriotique » issu de la Première Guerre mondiale resurgit dans la presse et les actualités cinématographiques. Le consensus règne alors dans les médias nationaux français qui promeuvent l'union et la solidarité nationale ayant pour finalité la mobilisation de la population face à la guerre.

À l'échelle régionale, l'analyse comparative permet de révéler la possible marge de manœuvre des acteurs intermédiaires de chaque État. Alors que celle-ci est restreinte en Allemagne au niveau médiatique, elle s'affirme dans l'action des *Gauleiter* qui prennent des initiatives afin de soutenir le moral de leurs évacués. En France, le même engagement est à constater, cependant soutenu par une médiatisation importante des événements.

Enfin, l'échelle d'analyse communautaire tend à indiquer l'importance et l'influence des flux d'informations officieux, telles les rumeurs, dans la construction de l'opinion des évacués aussi bien en France qu'en Allemagne. À l'échelle individuelle, l'expérience des évacuations et les échanges intercommunautaires influencent le moral des évacués de manière plus profonde que la propagande et l'action étatique.